

Avant-propos

Dans une approche prospective, stratégique et informationnelle, nous avons rédigé, en qualité de chercheur et d'observateur avisé de la vie politique congolaise, plusieurs articles afin d'expliquer la crise politique actuelle depuis son avènement en janvier 2011 après la révision constitutionnelle. La relecture de ces différentes analyses non éditées nous permet de cerner la quintessence d'un débat qui alimente depuis lors tous les fantasmes dans l'univers politique congolais, à savoir « l'alternance pacifique au sommet de l'Etat » à l'issue du second mandat de l'actuel locataire du Palais de la nation congolaise.

Pour constituer le présent ouvrage, nous avons dû trier quatre de ces analyses afin d'expliquer les enjeux et défis qui résultent, selon le camp politique en compétition, de la lutte pour la conquête du pouvoir ou pour sa conservation. Ce que nous pouvons appeler « lutte de recomposition de l'espace autoritaire ». A ces écrits puisés dans le temps puis contextualisés, puisque rédigés entre 2011 et 2016, nous avons ajouté deux autres textes, en guise d'épilogue et de prologue pour faire le point analytique sur l'évolution de la situation politique, à ce stade de la crise caractérisée, comme nous aurons à le démontrer dans le corps du travail, par des balbutiements décisionnels qui ne font que l'amplifier au lieu de la résoudre.

C'est pour dire que cette crise, alors que nous bouclons l'élaboration de ce manuscrit en juillet 2017, est toujours présente avec des perspectives plus qu'incertaines. Son intensité *-ce que l'on redoute le plus-*, mais surtout sa résolution dans un laps de temps *-ce que l'on souhaite plutôt-*, dépendent vraisemblablement de la

capacité des acteurs politiques congolais de revenir sur la voie de la raison avec un élan certain d'humilité, de patriotisme, de volonté politique et de sens de responsabilité. Mais cela dépend aussi, et c'est très important de le relever, de la dynamique ainsi que de la mobilisation d'une frange importante de la population congolaise de ramener les acteurs politiques dévoyés, à la notion de l'intérêt général en lieu et place de celle des intérêts personnels, partisans ou claniques. Elle dépend également, toute proportion gardée, de l'influence, du soutien et des pressions que la communauté internationale peut exercer sur les acteurs politiques congolais pour les pousser à aller très vite à l'essentiel, d'une part ; ce qui est, à notre avis, l'organisation des élections générales, nécessaires pour départager ces adversaires politiques qui sont tous sans mandat ou hors mandat. Et, d'autre part, de la détermination de quelques acteurs politiques ou militaires isolés, difficilement identifiables aujourd'hui, qui peuvent, à tout moment, siffler la fin de la récréation à travers un coup de force.

La présente réflexion se veut une lecture strictement politologique¹ de l'évolution de la situation politique de la RDC afin d'éclairer la lanterne des Congolais sur les dangers que court ce beau et grand pays africain, si ces compatriotes eux-mêmes ne prennent pas, de manière courageuse, la décision qui s'impose en ce moment précis et crucial. Cette décision, comme déjà relevé, est d'organiser dans le plus bref délai, des élections générales, libres et transparentes, auxquelles les personnes frappées par la limitation de mandat ne pourraient en aucun cas concourir. Il s'agit des élections qui ne doivent pas être piégées dans l'optique de la théorie du chaos, dont le postulat consiste à reprendre par la main droite ce qu'on aurait cédé par la main gauche à l'issue d'une série de désordres bien planifiés.

¹ Il est vrai que la crise actuelle peut aussi être appréhendée sous ses aspects juridiques, économiques, diplomatiques,... Mais pour des raisons d'approche, nous avons voulu proposer une étude basée sur des faits et phénomènes sociopolitiques, qui ont l'avantage de cerner directement le nœud de la crise. C'est pour dire aussi que le débat reste ouvert pour éclairer les lanternes sur la problématique de l'alternance pacifique en RDC.

C'est pour montrer que cette décision renferme beaucoup de choses à la fois. Notamment, la volonté réelle de la majorité présidentielle, au pouvoir depuis 1997, d'aller rapidement aux élections sans son autorité morale, qui est frappée par la limitation légale de mandat. Aussi cette décision suppose-t-elle la non-inféodation de la CENI et la mise à sa disposition, bien à temps, des moyens financiers nécessaires pour qu'elle remplisse en toute indépendance sa noble et délicate mission. Cette décision suppose aussi l'indépendance d'esprit et le courage héroïque dont devraient faire preuve les membres du Bureau ainsi que de la plénière de cet organe technique électoral pour prendre des mesures qui s'imposent, afin d'aller vite aux élections sans pour le moins s'occuper des caprices fantaisistes ou des pressions des politiciens. L'une de ces mesures consiste justement à publier sans atermoyer un calendrier électoral réaliste susceptible de permettre aux associations politiques et aux indépendants de se préparer aux joutes électorales. Cette décision suppose aussi le respect des règles du jeu que devraient manifester tous les acteurs politiques pour obtenir des élections justes, apaisées, réalisées dans des conditions transparentes et d'équité. Aussi une appropriation, par tous les citoyens, de ce processus électoral à travers un soutien sans réserve aux actions de la CENI se révèle-t-elle indispensable.

Enfin, cette décision qu'il faut prendre sans tarder est, de notre point de vue, la voie la plus rassurante, la plus pacifique, la plus efficace et la moins onéreuse de sortie crise. Elle obéit, à elle seule, et au plus haut degré, à l'exigence de la respiration démocratique dans un pays qui en a grandement besoin dans une période aussi cruciale de son histoire. En effet, tout Congolais épris de paix et de culture démocratique caresse le rêve de voir un jour deux présidents, le sortant et l'entrant, procéder dans un climat de paix et dans une ambiance bon enfant, sous les regards admiratifs de la population, à une « passation civilisée » des pouvoirs.

Au-delà de sa dimension politique, une telle décision aurait un impact certain sur l'avenir du pays. Nous pensons que la sortie victorieuse d'une crise politique et finalement l'élan de développement d'un pays en instabilité institutionnelle plus

séquentielle que chronique comme la RDC ne peuvent être envisagés que lorsque ce pays dispose enfin des institutions réellement démocratiques. C'est-à-dire régulièrement renouvelées à échéance et toujours dirigées par des personnes compétentes, démocrates et honnêtes, dûment mandatées par un peuple socialisé et qui respectent l'équilibre entre les trois pouvoirs traditionnels.

Aussi simple et claire qu'elle puisse paraître, cette décision, dont nous ne sommes ni premier ni seul à faire mention, n'est pas si facile à prendre, et surtout à appliquer comme l'on pourrait le supposer. S'il n'en était ainsi, elle aurait déjà été prise et mise en exécution depuis 2012 et nous serions dans ce cas, en train de parler d'autres choses. Mais hélas !

Il faut vite dire que cette décision d'organiser les élections est l'objet de ruminations selon les intérêts des acteurs, de leur groupe politique, de leur maître à penser et même de certains pays voisins. Il peut arriver qu'un groupe, fort de son idéologie, de ses moyens et de ses soutiens la rejette stratégiquement ou cherche carrément à la contourner par la ruse, la tricherie, le camouflage et/ou la force. Comme il est politiquement incorrect et stratégiquement suicidaire de refuser clairement les élections dans une société qui se veut démocratique, ledit groupe pouvait tout au moins faire semblant de les réclamer à cor et à cri sans jamais être disposé d'y aller, tant que ses intérêts ne seraient pas clairement garantis. D'où une phrase fourbe prisée par certains politiques et leur entourage, à savoir on n'abandonne jamais le pouvoir sauf si un plus fort l'arrache après effusion du sang. Et L'ancien président gabonais, Omar Bongo, n'avait-il pas surpris l'opinion publique lorsqu'il affirmait sans ambages qu'on n'organise pas les élections pour perdre ? Ces propos pour le moins machiavéliques, dénués de tout fondement démocratique et frisant les antivaleurs, sont devenus malheureusement un crédo pour plusieurs acteurs politiques africains. Certains, sans honte, ni gêne, disent alors : « pourquoi organiser les élections auxquelles notre champion ne prendrait pas part alors qu'on sait qu'il les remporterait par expérience, quelle

que soit sa côte de popularité²? Nous avons dit : expérience ! C'est cette situation qui justifie souvent la modification de la constitution dans plusieurs pays africains, modification rien que pour faire sauter les verrous qui restreignent toute possibilité à « l'expérimenté » de se présenter aux élections.

Tout comme, quelques dirigeants des pays voisins de la RDC, en particulier, et d'autres sous-régions, en général, qui s'accrochent au pouvoir au mépris du principe de l'alternance pacifique puisqu'ayant eux réussi à tripatouiller la constitution, n'aimeraient surtout pas que les élections se tiennent en RDC sans l'actuel chef de l'Etat, par peur que cela ait des répercussions dans leurs pays respectifs. C'est ainsi que certains d'entre eux, regroupés au sein des organisations sous régionales, qualifiées de *syndicats des dictateurs*, n'arrivent pas à exercer des pressions sur Kinshasa pour l'organisation des élections, et ne soutiennent surtout pas toute initiative locale visant à contraindre les autorités à aller vite aux élections.

C'est dans ces différents cas ci-haut précisés que se situe tout l'enjeu de la lutte pour l'alternance pacifique au sommet de l'Etat congolais. Dès lors, comment amener ces politiques aux affaires à faire passer avant tout l'intérêt général dans une perspective d'une alternance pacifique au sommet de l'Etat? En d'autres termes, comment l'éthique politique, c'est-à-dire les règles de la vie politique, la culture démocratique et celle de la lutte politique peuvent-elles être mises en avant-plan dans une société où les valeurs démocratiques et républicaines sont rarissimes? Cette question implique des idées à émettre, des attitudes à adopter, des comportements à afficher et des actions à mener avec comme finalité : trouver la meilleure alternative pour sortir de l'actuelle crise.

Pleinement conscient du mythe du regard éloigné dans le traitement d'un sujet aussi délicat, sensible et d'actualité comme

² Gagner l'élection par expérience veut dire savoir comment la remporter quand bien même l'on serait le perdant. C'est ce que nous appelons « les élections à l'africaine : le perdant est proclamé vainqueur par la centrale électorale, quel que soit le nombre de voix recueillies ». (Kuna Maba, 2014).

celui-ci, nous avons fourni des efforts particuliers à chaque niveau de l'analyse afin de privilégier des déductions conformes aux exigences méthodologiques. Ce qui laisse la voie libre à tout débat qui n'aurait que le mérite d'élargir le champ cognitif, sur le sujet dont l'importance n'est pas à démontrer dans la consolidation des acquis démocratiques ni dans la relance du processus de développement de la RDC.

Aussi notre pieux vœu est-il que cette étude soit et demeure un instrument d'éveil de conscience et de régularisation des pratiques politiques dans la société congolaise, où des valeurs républicaines et démocratiques apparaissent en toile de fond. La grandeur de la RDC dans un monde en pleine compétition ainsi que l'amélioration sans cesse croissante des conditions de vie de sa population en dépendent énormément.

Kinshasa, le 19 juillet 2017

Prof. Dr. Germain KUNA MABA M.